

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1002^e
SÉANCE**

Vendredi 3 décembre 1965,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite).</i>	289
<i>Point 50 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Programmes de coopération technique des Nations Unies (suite):</i>	
<i>a) Examen des activités;</i>	
<i>b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique</i>	289

*Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).*

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) [A/5838, A/5852, A/5870/Rev.1, A/5886, A/6003/Add.1, A/6023 et Add.1 et 2, A/6121]

1. Le PRESIDENT, invitant la Commission à poursuivre l'examen de ce point de l'ordre du jour, constate qu'aucun représentant n'est inscrit sur la liste des orateurs.

2. M. OSOGO (Kenya) propose que, comme aucun projet de résolution n'a été déposé, la Commission prenne simplement note du rapport du Conseil du commerce et du développement (A/6023 et Add.1 et 2).

3. Le président rappelle qu'une des raisons de l'inscription de ce point à l'ordre du jour est de donner aux pays qui ne sont pas membres du Conseil du commerce et du développement la possibilité d'exprimer leur point de vue sur le rapport en question.

4. M. BRADLEY (Argentine) indique qu'un projet de résolution est en voie d'élaboration et sera présenté incessamment. Il serait donc préférable de suspendre le débat sur ce sujet plutôt que de le clore, et d'examiner entre-temps un autre point de l'ordre du jour.

5. Le PRESIDENT accueille avec satisfaction l'annonce du prochain dépôt d'un projet de résolution et exprime l'espoir que les auteurs pourront en hâter la préparation. Conformément à la suggestion du représentant de l'Argentine, le Président propose de suspendre l'examen de ce point de l'ordre du jour.

Il en est ainsi décidé.

POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes de coopération technique des Nations Unies (suite*)

- a) Examen des activités (A/6083; A/C.2/L.801, L.827);
- b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique (A/C.2/228)

6. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le mémorandum du Secrétaire général concernant la confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique pour 1966 (A/C.2/228), ainsi que la note du Rapporteur (A/C.2/L.827) concernant l'assistance technique dans le domaine du droit international. Il appelle l'attention des délégations sur le paragraphe 4 de cette note, qui fait état de l'opinion générale des membres de la Commission à ce sujet.

7. M. INGRAM (Australie) voudrait pouvoir examiner ce paragraphe plus en détail et suggère de surseoir à son examen.

8. M. DIAKITE (Mali) fait observer qu'il ne peut se prononcer sur ce document dont le texte n'a pas été distribué en français.

9. Le PRESIDENT, tenant compte de la suggestion du représentant de l'Australie et de la remarque du représentant du Mali, propose de suspendre la séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 11 h 15; elle est reprise à 11 h 50.

10. M. THAPA (Népal) précise que son pays a toujours interprété les dispositions régissant les programmes d'assistance technique de la manière indiquée au paragraphe 4, document A/C.2/L.827. Le Népal bénéficie des services d'experts en matière de droit international, encore qu'il ressente les effets des difficultés de recrutement. M. Thapa approuve le texte du document en question.

11. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que la confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique est un acte formellement requis de l'Assemblée générale aux termes de la résolution 222 (IX) du Conseil économique et social établissant le Comité d'assistance technique et qu'il s'agit maintenant d'accomplir pour la dernière fois, cette responsabilité devant incomber dorénavant au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement. La délégation américaine appuie le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/228.

*Reprise des débats de la 985^{ème} séance.

12. En ce qui concerne la note du Rapporteur, les Etats-Unis ont fait valoir, tant à la Sixième Commission qu'à la Deuxième Commission, que le problème soulevé n'existe pas. En effet, les résolutions fondamentales ont été interprétées dans la pratique de telle façon que les demandes d'assistance technique dans le domaine du droit international auxquelles les gouvernements ont accordé une haute priorité ou les demandes de financement d'une telle assistance dans le cadre du titre V du budget ordinaire ne peuvent pratiquement jamais être rejetées. M. Blau interprète dans ce sens le paragraphe 4 du texte cité dans le document A/C.2/L.827 et, par conséquent, la délégation des Etats-Unis peut l'approuver.

13. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) votera pour le projet de résolution figurant dans le document A/C.2/228. En ce qui concerne le document A/C.2/L.827, il s'associe aux remarques du représentant des Etats-Unis et propose, afin de mieux décrire la situation réelle, de remplacer au paragraphe 4 en question les mots "devraient être interprétées" par les mots "sont interprétées en pratique".

14. M. HOVEYDA (Iran) constate qu'il y a accord général sur le document A/C.2/228. A propos du document A/C.2/L.827, il s'étonne que, dans toute discussion touchant l'assistance technique, on rappelle le caractère extrêmement limité des ressources disponibles et qu'en même temps on propose d'étendre le champ de l'assistance technique. Dans le cas de l'assistance technique en matière de droit international, on a fait valoir qu'elle a

une influence sur le développement; mais il en est au fond de même de n'importe quelle activité humaine. M. Hoveyda pense qu'il faut faire preuve de circonspection et laisser la décision à ce sujet à l'organisme compétent. La délégation iranienne fait sienne l'interprétation du paragraphe 4 donnée par le représentant des Etats-Unis.

15. M. NEDIVI (Israël) rappelle que c'est sa délégation qui a soulevé la question parce qu'elle se demandait si les dispositions existantes pouvaient être interprétées dans le sens indiqué par le représentant des Etats-Unis. Il propose de remplacer le mot "devraient", au paragraphe 4, par le mot "peuvent".

16. M. INGRAM (Australie) et M. BACKES (Autriche) appuient la proposition du représentant du Royaume-Uni.

17. Sir Keith UNWIN (Royaume-Uni) accepte, pour sa part, de remplacer "devraient être" par "peuvent être".

18. Le PRESIDENT constate que, sous réserve des remarques faites et de la modification proposée, dont le Rapporteur pourra s'inspirer lors de la rédaction définitive de ce passage, le texte semble bien refléter l'opinion générale et la discussion. Il propose donc à la Commission d'adopter le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/228 et d'approuver le document A/C.2/L.827.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h 20.